

NOTE

Objet : **Note relative à la session plénière
24-25 juin 2002, Bruxelles**¹

I. Rapport du Président sur la rencontre avec le Conseil européen à Séville

1. Le président a exposé les principaux éléments du rapport qu'il a présenté au Conseil européen de Séville, qui concernaient le lancement des travaux de la Convention, leur état d'avancement à ce jour et les conclusions préliminaires qu'il est possible d'en tirer pour l'instant. Sur ce dernier point, le président a indiqué que les participants s'accordaient généralement à penser qu'un nouveau transfert de compétences en faveur de la Communauté n'était pas souhaitable (exception faite des aspects transfrontaliers des questions relevant de la justice et des affaires intérieures), qu'un contrôle plus strict du respect du principe de subsidiarité devait être exercé, qu'il était nécessaire de simplifier tant les instruments que le langage de l'Union/de la Communauté, qu'il fallait étudier la possibilité d'approfondir l'action menée dans trois domaines particuliers (relations extérieures, justice et affaires intérieures et, éventuellement, affaires économiques et financières) et que la légitimité démocratique devait être rendue plus perceptible. Un exemplaire écrit du rapport a ensuite été distribué à chacun des membres de la Convention. Le président a annoncé que les chefs d'État ou de gouvernement avaient fait très bon accueil à son rapport, qu'ils avaient exprimé un large soutien à l'objectif de simplification et avaient souligné la nécessité pour la Convention de respecter le calendrier fixé.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve dans le site: <http://european-convention.eu.int>

2. En réponse à deux interventions de membres de la Convention, le président a rappelé les deux sources de légitimité démocratique de l'Union, le Parlement européen et les parlements nationaux. Il a en outre confirmé que son rapport présenté à Séville rendait compte de sa propre évaluation en tant que président mais ne représentait pas nécessairement le point de vue de tous les membres de la Convention.

II. Ouverture de la session consacrée à l'écoute de la société civile

3. La session consacrée à l'écoute de la société civile a été ouverte et présidée par M. Jean-Luc Dehaene, vice-président de la Convention. Il a souligné l'importance attachée par la Convention à l'opinion de la société civile. La session plénière ne marque ni le début ni la fin d'un processus de consultation qui se poursuivra tout au long de la durée de la Convention. Il a rappelé les quatre pierres d'angle de ce processus: tout d'abord, le Forum, qui permet aux organisations non gouvernementales de transmettre à la Convention des contributions écrites; une synthèse des contributions versées jusqu'ici a été diffusée aux membres (CONV 112/02). En deuxième lieu, les débats organisés au niveau national sont une composante essentielle du processus; la Convention a reçu des comptes rendus écrits de ces débats et les a diffusés. Il est important que ces débats se poursuivent. Troisièmement, huit groupes de contact ont été créés pour permettre un échange de vues avec des secteurs spécifiques de la société civile. Des représentants ont pu ainsi être désignés pour chaque secteur comme porte-parole pour la session plénière. Ces groupes de contact viennent en complément des réunions d'information et de dialogue avec la société civile qui sont organisées par le Comité économique et social. Enfin, la session elle-même était l'occasion pour l'ensemble de la Convention d'entendre les points de vue de la société civile.

Groupe de contact "Secteur social"

4. Le président du groupe (M. HÄNSCH) a indiqué que la réunion du groupe de contact avec des organisations du secteur social avait mis en relief un certain nombre de sujets de préoccupation. Bien des voix se sont élevées notamment en faveur de l'intégration de la Charte des droits fondamentaux dans le traité; d'autres ont dit attendre de la Convention qu'elle élabore un projet de traité constitutionnel; on a fortement insisté sur la nécessité de placer les questions plus générales en matière sociale et d'emploi au cœur des objectifs de l'UE; on a demandé que la méthode ouverte de coordination soit introduite dans le traité et que le dialogue avec la société civile soit formalisé dans le traité. Des appels ont été lancés également en faveur d'un soutien plus déterminé aux services d'intérêt général.

5. Les cinq représentants ci-après ont pris la parole au nom de ce secteur:

M. ALHADEFF, au nom de la plate-forme sociale

Mme WILKINSON, également au nom de la plate-forme sociale,

Mme SUTTON, qui représentait également la plate-forme sociale,

Mme McPHAIL, qui représentait le Lobby européen des femmes,

Mme DAVID, qui représentait la Conférence européenne permanente des coopératives, mutualités, associations et fondations.

Les points ci-après ont été soulevés.

6. On a jugé qu'il était important que la Convention soit un processus tout à fait ouvert. Il a été demandé qu'une base juridique figure dans le traité pour le dialogue avec la société civile, tout en précisant que ce dialogue ne nuit en rien au processus démocratique normal mais au contraire l'enrichit tant il est vrai que la société civile a beaucoup à apporter au développement de l'Union.
7. La crainte s'est exprimée que le modèle social européen soit en train d'être démantelé. Les citoyens de l'Europe souhaitent la sécurité au sens le plus large. Toutes les politiques intérieures de l'Europe devraient servir le développement social. Il a été proposé que la méthode ouverte de coordination soit incorporée dans le traité, mais il a été souligné que le caractère ouvert du processus impliquait également que soient pleinement consultés les ONG, les partenaires sociaux, ainsi que les autorités aux niveaux régional et local. Il a été demandé que l'engagement spécifique de lutter contre la pauvreté soit inscrit dans le traité.
8. On a demandé d'élargir la portée de la Charte des droits fondamentaux et de l'intégrer dans le traité. Il a été proposé que la Communauté adhère à la Convention européenne des droits de l'homme. Il a été souligné qu'il importait de veiller à ce que les citoyens européens soient à l'abri de toute forme de discrimination.
9. Les progrès en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes ont été décrits comme très irréguliers. Cette question devrait devenir un des objectifs explicites de l'Union, un nouveau titre couvrant les dispositions en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes étant alors inséré dans le traité. La participation et la représentation au sein des institutions devrait s'effectuer sur la base de la parité entre les sexes.

10. Le rôle important des entreprises publiques et à but non lucratif dans l'Union a été souligné. Une reconnaissance plus explicite du rôle des services d'intérêt général devrait être introduite dans le traité et ces services devraient bénéficier d'une dérogation aux règles de la concurrence.

11. Les observateurs représentant les partenaires sociaux ont été invités à prendre la parole.

M. JACOBS, représentant l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE), a salué l'initiative d'une session consacrée à l'écoute de la société civile. Il a engagé la Convention à repenser et à clarifier le processus de consultation avec les principales parties prenantes. L'UNICE est favorable à un traité constitutionnel, elle appuie les mesures qui visent à davantage de transparence, estime que la méthode communautaire doit être conservée, est en faveur d'une personnalité juridique unique et du recours étendu au vote à la majorité qualifiée. Il ne lui semble pas souhaitable de dresser un catalogue des compétences.

12. M. GABAGLIO, représentant la Confédération européenne des syndicats (CES), a demandé à la Convention de rechercher un équilibre entre politique économique et politique sociale. Le processus de Lisbonne est important, et il faut encourager une coordination accrue des politiques. La citoyenneté européenne doit être consolidée. Il faut formaliser la consultation des partenaires sociaux. En outre, l'Union doit asseoir plus fermement son rôle sur la scène mondiale afin d'œuvrer en faveur d'une mondialisation plus juste.

13. M. CRAVINHO, représentant le Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général (CEEP), a appuyé les demandes visant à faire reconnaître dans le traité les services d'intérêt général, compte tenu de leur importance au sein de l'économie européenne. En particulier, les coûts liés à l'obligation de service public devraient être considérés comme compatibles avec les règles de la concurrence. Il faut développer le dialogue social et appuyer la méthode ouverte de coordination.

14. En réponse à ces interventions, un certain nombre de membres de la Convention ont indiqué qu'ils appuyaient l'appel général à mettre plus fortement l'accent sur le dialogue social, le maintien du modèle social européen et l'intégration de la Charte des droits fondamentaux dans le traité. Sur ce dernier point, la question des implications pratiques a toutefois été soulevée et un membre a demandé dans quelle mesure les organisations qui avaient pris la parole étaient représentatives; leurs sources de financement sont déterminantes à cet égard et l'origine devrait en être déclarée.

Groupe de contact "Environnement"

15. Le président du groupe, M. KATIFORIS, a relevé l'importance des questions d'environnement mises en relief par le groupe de contact; elles reflètent en effet une prise de conscience accrue du fait que les ressources naturelles ne sont pas illimitées. Les trois représentants ci-après ont pris la parole au nom de ce secteur:

M. HALLO, représentant le Bureau européen de l'environnement (BEE),

M. SPOONER, représentant la Convention Agriculturelle Européenne (CAE),

Mme de JONCKHEERE, représentant l'ELO (European Landowners Organisation),

16. Il a été souligné que la protection de l'environnement devait constituer une priorité centrale pour l'Union. Le traité actuel est une base solide pour la politique de l'environnement et ne doit pas être modifié. Mais il conviendrait d'examiner les points suivants: inclusion dans le traité d'un article sur le dialogue avec la société civile, ouverture plus grande des travaux du Conseil, introduction dans la Charte de droits en matière d'environnement, extension du vote à la majorité qualifiée et de la codécision, remplacement du traité Euratom et insertion dans le traité d'une disposition sur le bien-être des animaux.

17. La politique agricole et rurale commune (PARC) doit être réformée. Le processus de décision doit devenir plus transparent et responsable. La PAC est beaucoup trop complexe. Une nouvelle politique agricole et rurale commune devra être mise en place sur la base de la codécision et les parties prenantes devraient y être associées. La base de la PARC doit être élargie de manière à inclure des domaines tels que l'accès à une alimentation saine et à une eau propre, et elle doit reposer sur les principes du développement durable. Un meilleur accès aux marchés de produits agricoles doit être garanti aux pays en développement.

18. En outre, il est estimé nécessaire d'élaborer des politiques pour permettre aux intérêts urbains et aux intérêts ruraux de se rejoindre. Le droit à la propriété de terres et de biens devrait être inclus dans la Charte, laquelle doit être intégrée dans le traité. La codécision doit être étendue et la subsidiarité renforcée; un organe de contrôle doit être créé à cet égard.

19. Un membre de la Convention a répondu en apportant son soutien à la demande d'une politique agricole et rurale mieux intégrée. Il a été noté en outre que la politique de l'environnement avait presque toujours une dimension transnationale.

Les observateurs représentant le Comité économique et social ont ensuite été invités à prendre la parole.

20. M. FRERICHS a indiqué qu'il était nécessaire de redéfinir clairement la composition du CES en tant qu'organe représentatif, et d'en préciser les critères. Le CES et le Comité des régions ont des rôles complémentaires et devraient travailler efficacement de concert.
21. M. BRIESCH a souligné le rôle essentiel que remplit le CES. Il ne fait pas partie de la société civile mais il a acquis une pleine légitimité par le fait que ses membres sont mandatés par leurs organisations dans les États membres. Le CES souhaite un traité constitutionnel, qui consacre l'objectif du plein emploi et de l'égalité, la reconnaissance du rôle particulier des services d'intérêt général et une extension du vote à la majorité qualifiée.
22. Mme SIGMUND a souligné l'importance de la cohésion sociale, qui devrait figurer dans le traité, ainsi que l'importance de la culture en tant que support de l'activité sociale. Il conviendrait de mettre davantage l'accent sur le développement du dialogue social, la pleine participation à ce dialogue étant toutefois limitée aux organisations qui sont pleinement représentatives. Ce dialogue devrait porter entre autre sur la subsidiarité.

Secteur Universités et laboratoires d'idées et Secteur Citoyens et institutions

23. Ces secteurs étaient animés respectivement par MM. Giuliano AMATO et Jean-Luc DEHAENE. Le premier secteur avait désigné les représentants suivants:

- M. Jean-Victor LOUIS (AGORA et Institut universitaire européen de Florence)
- Mme Florence DELOCHE-GAUDEZ (SCIENCES PO, Paris)

Pour les laboratoires d'idées:

- Mme Kirsty HUGHES (Centre for European Policy Studies / European Policy Institutes Network CEPS/EPIN)
- M. Stanley CROSSICK (European Policy Centre - EPC)

Pour les Mouvements européens / de jeunes:

- Mme Pascale JOANNIN (Fondation Robert Schuman)

Pour la Recherche scientifique:

- M. Antonio RODOTA (European Intergovernmental Research Organisations IROFORUM, et European Research Advisory Board - EURAB)

Pour les Mouvements académiques de femmes:

- Mme Teresa FREIXES (Women Citizens of Europe Network)

Pour les Pays candidats

- M. Karoly LORANT (Institute for Economic Analysis and Informatics, Hungary - ECOSTAT)

24. Le second secteur avait désigné:

- M. Fernand HERMAN (Federalist Voice)
- Mme Alison WESTON (Jeunes Européens Fédéraliste)
- Mme Charlotte ROFFIAEN (Active Citizenship Network - Forum de la Société civile)
- Mme Maria MIGUEL SIERRA (European Network Against Racism)
- M. Pawel KRZECZUNOWICZ (Polish NGO Office in Brussels)

25. Les exposés dans ces deux secteurs étaient largement convergents car tous deux consacrés à la réflexion sur des questions proches des travaux de la Convention et relatives aux institutions, à l'avenir de l'Europe et à la démocratie participative.

26. Ils ont souligné l'importance des méthodes de travail de la Convention et en particulier de la structuration en groupes de travail et insisté sur les contraintes de temps qui pèsent sur la Convention. Des interrogations sur les méthodes et les délais se sont fait jour et des propositions ont été faites dans ces domaines.

27. Les exposés appuyaient majoritairement la Convention dans la recherche de solutions audacieuses et ont convergé sur la nécessité de préparer un Traité ou une Charte constitutionnels, qui soient rédigés en termes simples et clairs. A plusieurs reprises a été évoquée l'idée d'organiser un ou des référendum pour approuver le texte fondateur issu de la Convention.

28. Les Universités et laboratoires d'idées ont proposé leurs offres de services à la Convention et rappelé qu'elles se tenaient à disposition pour d'éventuels travaux et recherches spécifiques qui pourraient leur être demandés. De différents côtés sont venues des déclarations appuyant le rôle éminent que joue ce secteur pour la formation de la jeunesse, force de mobilisation et de proposition pour l'Europe.

29. Différentes variantes pour l'architecture des institutions ont été proposées, parmi lesquelles notamment la généralisation du vote à la majorité et de la procédure de codécision, l'élection du Président de la Commission par le Parlement européen, la publicité des débats d'un Conseil - réformé - lorsqu'il agit en tant que législateur, le renforcement du rôle exécutif de la Commission et pour le contrôle de l'application du principe de subsidiarité.
30. Considérant que la période à venir nécessitera plus d'action que de législation, l'ensemble des interventions visait à renforcer le caractère politique de l'Union, sa capacité d'action dans le domaine de la politique étrangère et de défense et sa capacité de décision dans les matières politiques qui correspondent aux attentes des citoyens européens.
31. La défense et la promotion d'une démocratie plus participative ont fait l'objet de nombreuses interventions, de même que l'inscription dans le traité du principe d'un dialogue régulier avec la société civile, qui doit se traduire concrètement par une consultation des organisations représentatives concernées à un stade précoce de l'élaboration de la législation de l'Union.
32. Différents réseaux de femmes et de jeunes ont également pris position sur l'architecture des institutions dans les sens précédemment évoqués.
33. Au cours du débat qui a suivi les intervenants ont largement soutenu le travail mené par les organisations de ces secteurs et souligné leur rôle, tandis que certains ont estimé que les organisations intervenantes étaient insuffisamment représentatives des opinions en Europe et recevaient pour un certain nombre d'entre elles un soutien financier par les institutions.
34. M. Söderman, le Médiateur européen, est intervenu dans ce contexte et a fait savoir que depuis qu'il a pris ses fonctions (il y a presque 7 ans), 10.000 requêtes lui ont été adressées par les citoyens pour des cas de mauvaise administration des institutions communautaires. Il a souligné que des progrès considérables ont été faits afin que la citoyenneté européenne soit une réalité aujourd'hui. En particulier, l'accès du public aux documents a été réglementé et la Charte a été adoptée. Aussi un code de bonne conduite administrative a été adopté par le Parlement européen en septembre 2001. Toutefois, les citoyens ne savent pas encore bien comment faire respecter leurs droits. Ceci est dû au fait que le traité dit très peu à cet égard. Il suggère que le traité contienne un chapitre sur les moyens de recours des citoyens (juridictionnels et non-

juridictionnels), lorsque leurs droits (y compris les droits fondamentaux) ne seraient pas respectés. Ce chapitre contiendrait également des dispositions sur les recours disponibles devant les juridictions nationales, le rôle constitutionnel de la Cour de Justice, le droit de pétition au Parlement européen, le droit de s'adresser aux médiateurs nationaux et au médiateur européen. Il propose que ce dernier puisse saisir la Court de Justice, s'il estime qu'un droit fondamental a été violé.

* * *

La séance du 25 juin est ouverte par le Président Valéry Giscard d'Estaing qui cède ensuite la présidence à M. Jean-Luc Dehaene.

Secteur "Régions et collectivités locales"

35. Ce secteur est animé par Mme Ana PALACIO.

Les premiers intervenants sont les Observateurs du Comité des Régions à savoir:

M. Eduardo ZAPLANA, Vice-président du Comité des Régions, Président de la Région de Valencia

M. Jos CHABERT, Ancien président du Comité des Régions

M. Patrick DEWAELE, Ministre président de la Région Flandre

M. Manfred DAMMEYER, Membre du Parlement du Land Nordrhein-Westfalen

M. Claude du GRANRUT, Conseillère régionale de Picardie

M. Claudio MARTINI, Président de la région Toscana.

36. Etaient ensuite désignés comme intervenants :

- M. Heinrich HOFFSCHULTE Premier Vice-président du Conseil des Communes et Régions d'Europe,

- M. Anders GUSTAV, Membre du Bureau, Conférence des régions périphériques et maritimes

- M. Lambert VAN NISTELROOIJ, Vice-président de l'Assemblée des Régions d'Europe

- Mme Eva-Riitta SIITONEN, Présidente des EURO-CITIES

- M. Jens GABBE, Secrétaire Général de l'Assemblée des régions frontalières de l'Europe :

- M. Manfred DÖRLER, Président du Parlement de Vorarlberg, pour la Conférence des Assemblées Législatives régionales (CALRE)

37. Les Observateurs comme les représentants des organisations insistent sur le caractère particulier des entités locales et régionales, qui sont la représentation élue des citoyens et demandent que l'on respecte leurs domaines de compétences et leurs missions qui consistent pour une large part à mettre en application la législation de l'Union. Il est par ailleurs souligné que l'Europe est gouvernée sur quatre niveaux: local, régional, national et européen.
38. Les Observateurs indiquent que le Comité des Régions devrait devenir une institution de l'Union et disposer du droit de recours devant la C.J.C.E. Ils souhaitent que soient élargis les domaines dans lesquels la consultation du Comité des Régions est obligatoire et voudraient que soit accrue l'importance de ses avis en rendant obligatoire une motivation des institutions, en cas de désaccord avec ces avis.
39. L'ensemble des intervenants de ce secteur souligne la nécessité de renforcer les institutions de l'Union, demande un traité constitutionnel et marque son attachement aux politiques à fort impact territorial, y compris transfrontalières, qui ne doivent pas être renationalisées.
40. De même sont demandés l'abandon du caractère trop détaillé de la législation de l'Union et l'association étroite des collectivités territoriales, qui ont le plus souvent à mettre en oeuvre ces législations, à un stade précoce de leur élaboration. Tous marquent leur attachement à un strict contrôle du principe de subsidiarité qui doit être d'abord entendu comme un principe de proximité du citoyen. Est proposé à cet égard l'insertion dans le traité du "principe de connexité" en vertu duquel le législateur devrait assumer les conséquences financières de ses décisions ou donner aux collectivités territoriales, lorsqu'elles ont à les appliquer, les moyens de le faire.
41. Un certain nombre de représentants des régions à compétences législatives demandent le droit de saisine individuelle de la C.J.C.E., le renforcement de la présence des ministres régionaux au sein du Conseil (art. 203 TCE) et la participation de leurs Assemblées régionales à la COSAC. Enfin, plusieurs demandent la tenue d'une session de la Convention dédiée au rôle des Collectivités régionales et locales.

Secteur des Droits de l'homme

42. Ce secteur, animé par M.António VITORINO, a sélectionné les représentants suivants:
- M.Dick OOSTING (Amnesty International);
 - Laëtitia SEDOU (OMTC - Organisation Mondiale contre la torture -Europe);
 - Sophie SPILIOTOPOULOS (Association des Femmes de l'Europe méridionale et AWLA).
43. Il est ressortit des exposés notamment que pour la protection des droits de l'Homme il ne suffisait pas d'avoir de bons textes (comme la Charte ou la CEDH), mais qu'elle exigeait un bon fonctionnement des institutions (plus grande transparence, notamment dans le secteur relevant des affaires intérieures et "accountability"), un contrôle efficace de la part des parlements (nationaux et européen) et de l'ombudsman, le respect du principe de l'égalité des sexes et une participation accrue de la société civile. Certains ont aussi souligné que l'Union devrait placer les Droits de l'Homme au centre et comme une partie intégrante de toutes ses politiques. La proposition a été faite de remplacer les mots "Droits de l'Homme" par "Droits de la Personne".
44. Le respect des droits de l'Homme par l'Union dans le secteur de la Justice et Affaires intérieures a été mis en exergue. La critique a été faite que dans ce secteur l'activité de l'Union n'était pas suffisamment transparente et que le contrôle par la Cour de Justice n'était pas complet.
45. Dans l'ensemble, les représentants de ce secteur ont proposé l'incorporation de la Charte des droits fondamentaux dans le texte du nouveau traité (en particulier son préambule). Certains ont proposé de réexaminer les dispositions de la Charte en particulier au sujet de dispositions moins protectrices que l'acquis communautaire, d'autres ont estimé que, dans les circonstances actuelles, il est plus appropriée de ne pas rouvrir la discussion sur l'ensemble des dispositions de la Charte, mais de se limiter à des adaptations de nature technique.
46. Il a été souligné en outre que l'incorporation de la Charte ne saurait être vue comme une alternative à l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des Droits de l'Homme. Les avantages de cette adhésion ont été mis en exergue. La reconnaissance explicite de la personnalité juridique de l'Union a été mentionnée dans ce contexte. Aussi, il a été indiqué que comme conséquence de l'incorporation de la Charte dans le traité, les Etats membres devraient respecter ses dispositions lorsqu'ils appliquent le droit communautaire.

47. M. Söderman, le Médiateur européen, a fait savoir qu'il a tâché, depuis l'adoption de la Charte, d'encourager les institutions à l'appliquer. En particulier en ce qui concerne les sujets suivants : droit d'expression des fonctionnaires de l'Union, droit de congé en paternité, non-discrimination en raison de l'âge pour le recrutement, non-discrimination indirecte concernant les femmes, le détachement des fonctionnaires nationaux et le droit à la bonne administration par les institutions.

Secteur du développement

48. Ce secteur, animé par M. CHRISTOPHERSEN, a sélectionné les représentants suivants:

- M. Simon STOCKER (Eurostep);
- Mme Claire GODIN (Equilibres et Populations);
- Mme Meral GEZGIN ERIS (Economic Development Foundation).

49. Il a été proposé qu'une base juridique permettant une action plus poussée soit prévue dans le Traité et qu'un lien étroit soit établi entre la politique intérieure de l'Union et sa politique extérieure en matière de développement. Les principes de développement durable et d'une protection sociale adéquate devraient être inscrits dans le traité.

50. En outre, l'éradication de la pauvreté devrait constituer une composante de la politique extérieure de l'Union. Il a été avancé que 20% de la population des pays riches possède 86% de la richesse mondiale, alors que 20% des pays les plus pauvres n'en possède que 1,4%.

51. Actuellement, la compétence en matière de développement appartient aux compétences complémentaires. Il a été souligné qu'une plus claire définition des compétences des Etats membres et de l'Union renforcerait l'efficacité de la politique de développement de l'Union et qu'une plus grande transparence des institutions était nécessaire.

52. Le principe de l'égalité des sexes devrait être garanti en matière de programmes de développement (à cet égard, un guide pratique pourrait être rédigé sur la manière d'intégrer le principe de l'égalité des sexes dans la politique de développement).

53. Il a été considéré essentiel d'accroître les programmes portant sur l'éducation dans les pays du tiers monde. Il a été mentionné en outre que les entreprises basées dans l'UE devraient être

interdites d'être impliquées dans des activités d'abus du travail des enfants dans des pays en voie de développement.

Secteur de la culture

54. Ce secteur, animé par M.Aloiz PETERLE, a sélectionné les représentants suivants:

- pour la coopération culturelle, art et patrimoine et éducation : M.von der GABLENTZ (Europa Nostra) et Mme CHABAUD (Forum Européen pour les Arts et le Patrimoine);
- pour les églises, religions et convictions : M.JENKINS (Conférence des Eglises européennes);
- Pour les langues et minorités : M.BREZIGAR (Bureau européen pour les langues moins répandues).

55. Il a été proposé que le traité mentionne les valeurs fondamentales, qui constituent le socle commun de nos sociétés, et qui devraient contenir des références notamment à : la dignité humaine, la promotion de la paix et de la réconciliation, la liberté et la justice, la solidarité et le développement durable, la tolérance, la démocratie, les droits de l'Homme, la règle de droit, le respect des minorités et la diversité culturelle. L'Union devrait par ailleurs renforcer ses compétences et moyens en matière de prévention de conflits dans le monde et de règlement pacifique de ces conflits.

56. La défense des valeurs fondamentales, de la dignité humaine et de la diversité culturelle sont à la base de l'intégration européenne. Il a été avancé que l'Europe des citoyens ne peut se construire que si elle joue un rôle quant à la culture et à l'éducation. Pour que l'élargissement soit un succès, les citoyens des pays candidats doivent avoir le sentiment qu'ils appartiennent à l'Union et cela se fait à travers la culture.

57. Il a été suggéré de modifier l'article 151 CE de sorte à y prévoir la majorité qualifiée plutôt que l'unanimité comme à présent, et de fusionner les articles 149 et 150 CE.

58. En outre, le souhait a été exprimé que le principe de la diversité culturelle figure explicitement dans le traité et que les politiques publiques nationales en matière culturelle soient considérées comme faisant partie des services d'intérêt général. A cet effet, l'article 87 CE (aides d'Etat) et l'article 133 CE (politique commerciale commune) devraient tenir compte de la spécificité des

activités culturelles et d'éducation. Ces dernières ne sauraient raisonnablement être vues que sous une perspective commerciale ou de concurrence.

59. Il a été proposé aussi que le Protocole annexé au traité d'Amsterdam sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres soit incorporé dans le texte du traité, dans la mesure où le pluralisme de l'information et des médias devraient y figurer - au même titre que la diversité culturelle - parmi les valeurs fondamentales communes de l'Union.
60. M. Dehaene, Vice-président, a clôturé les débats en précisant que ces derniers ont été un moment fort qui s'inscrit dans la durée. Il a signalé que le dialogue avec la société civile se poursuivra, que le Web du forum continuera et restera ouvert aux contribution que la société civile souhaiterait apporter sur les travaux de la Convention. Il a relevé en outre l'importance des débats au niveau national. Enfin, s'exprimant au nom du Praesidium, il a annoncé que ce dernier prendra d'autres initiatives pour poursuivre ce dialogue avec la société civile, qu'il estime être fort enrichissant avant tout pour la Convention.
61. En clôturant la séance, le Président a souligné l'importance de ce débat et a félicité l'ensemble des participants. Il a ensuite fourni certains éléments sur l'organisation de la Convention des jeunes. Il a fait valoir l'importance de cette dernière au sujet d'une Europe tournée vers l'avenir, dans un monde qui ne cesse de se transformer.
-

Liste des orateurs suivant l'ordre des interventions

Session plénière 24-25 juin 2002

LISTE DES ORATEURS

Lundi 24 juin 2002

Président Valéry GISCARD D'ESTAING

Johannes VOGGENHUBER, Elio DI RUPO

Président Jean-Luc DEHAENE

M. Klaus HÄNSCH, Parlement européen

M. Giampiero ALHADEFF, Social Platform

Mme Marie-Françoise WILKINSON, Social Platform

Mme Diana SUTTON, Social Platform

Mme Mary Mc PHAIL, European Women's Lobby

Mme Anne DAVID, Conférence Europ. des Coopératives, Mutualités, Associations et Fondations

Georges JACOBS (UNICE)

Emilio GABAGLIO (CES)

Joao CRAVINHO (CEEP)

M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)

Mme Anne Van LANCKER - Parlement européen

M. Alain BARRAU - France (Parlement)

M. Ernani LOPES - Portugal (Gouvernement)

Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement européen * suppléante M. MARINHO

M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)

Mme Pervenche BERES - Parlement européen

Cartons bleus: Barnier, Bruton, Heathcoat-Amory, Fayot, Spini)

M. Jan FIGEL - République Slovaque (Gouvernement)

M. Giorgos KATIFORIS - Grèce (Gouvernement)

M. Ralph HALLO (European Environmental Bureau)

Mme Sharon SPOONER (European AgriCultural Convention)

Mme Sophie DE JONCKHEERE (European Landowners Organisation)

M. Michael FRENDON - Malte (Parlement)

Carton bleus: Basile, Voggenhuber

Göke FRERICH

Roger BRIESCH

Anne-Marie SIGMUND

Carton bleu : Maij-Waggen

M. Giuliano Amato, Vice-président

M. Jean-Victor LOUIS de AGORA et l' Institut universitaire européen de Florence

Mme Florence DELOCHE-GAUDEZ des SCIENCES PO, Paris

Mme Kirsty HUGHES du "Center for European Policy Studies" CEPS/EPIN

M. Stanley CROSSICK du European Policy Centre - EPC

Mme Pascale JOANNIN de la Fondation Robert Schuman

M. Antonio RODOTA du European Intergovernmental Research Organisations EIROFORUM

Mme Teresa FREIXES de Women Citizens of Europe Network

M. Karoly LORANT de "Institute for Economic Analysis and Informatics, Hungary - ECOSTAT

M. Michel ATTALIDES - Chypre (Gouvernement)
 M. Andrew DUFF - Parlement européen
 Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)
 Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
 M. Peter SERRACINO INGLOTT - Malte (Gouvernement)
Cartons bleus: Duhamel, Carnero-Gonzalez, Spini, Kirkhope, Président Giscard d'Estaing
 Mme Inese BIRZNIECE - Lettonie (Parlement)
 M. Jean-Luc DEHAENE - Viceprésident
 M. Fernand HERMAN (Federalist Voice)
 Mme Alison WESTON (Jeunes Européens Fédéraliste)
 Mme Charlotte ROFFIAEN (Active Citizenship Network - Forum de la Société civile)
 M. Pawel KRZECZUNOWICZ (Polish NGO Office in Brussels)
 M. Jacob SÖDERMANN - Médiateur européen
 M. ORIOL (European Network Against Racism)
 M. William ABITBOL - Parlement européen * suppléant M. BONDE
 M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
 M. Pierre MOSCOVICI - France (Gouvernement)
Cartons bleus: Speroni, Kauppi, MacCormick, Bruton, Hjelm-Wallen
 M. Matjaz NAHTIGAL - Slovénie (Gouvernement)

Mardi 25 juin 2002

Mme Ana PALACIO, Espagne (Gouvernement)
 Eduardo ZAPLANA, Vice-président du Comité des Régions, Président de la Région de Valencia
 Jos CHABERT, Ancien président du Comité des Régions
 Patrick DEWAELE, Ministre président de la Région Flandre
 Manfred DAMMEYER, Membre du Parlement du Land Nordrhein-Westfalen"
 Claude du GRANRUT, Conseillère régionale de Picardie
 Claudio MARTINI, Président de la région Toscana
 M. Lambert VAN NISTELROOIJ, Vice-président Assemblée des Régions d'Europe
 M. Heinrich HOFFSCHULTE, Vice-président Conseil des Communes et régions d'Europe
 M. Anders GUSTAV, Conférence des régions périphériques et maritimes
 M. Jens GABBE, Secrétaire Général Assemblée des régions frontalières de l'Europe
 Mme Eva-Riitta SIITONEN, présidente EUROCITIES
 M. Manfred DÖRLER, Conférence des Assemblées Législatives régionales (CALRE)
 M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
Cartons bleus: Bonde, Siitonen, Dörler, Teufel
 M. Francesco SPERONI - Italie (Gouvernement) * suppléant M. FINI
 M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
Cartons bleus: Barnier, Duhamel, Einem, Berger, Rack, MacCormick, Amato
 M. Antonio VITORINO, Commission
 Dick OOSTING de Amnesty International
 Laëtitia SÉDOU de OMCT - organisation mondiale contre la torture - Europe
 Sophie SPILIOTOPOULOS, ass. des femmes de l'Europe méridionale et AWLA
 Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
 M. Matjaz NAHTIGAL - Slovénie (Gouvernement)
 M. Frans TIMMERMANS - Pays Bas (Parlement)
 Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
 M. Jacob SÖDERMAN, Médiateur européen
Cartons bleus: A. Yilmaz, Bruton, Berès

M. Henning CHRISTOPHERSEN, Danemark (Gouvernement)
M. Simon STOCKER, Directeur de Eurostep
Mme Claire GODIN de Equilibres et Populations, Chargée de Mission Politique
Mme. Meral GEZGIN ERIS, Président du Economic Development Foundation, IKV Turquie
Baroness SCOTLAND OF ASTHAL - Royaume Uni (Gouvernement) * suppléante M. HAIN
Cartons bleus: Kiljunen, Palacio, Akyol, De Rossa, Basile, Lennmarker
Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)
M. von der GABLENTZ (Europa Nostra)
Mme CHABAUD (Forum Européen pour les Arts et le Patrimoine)
M. JENKINS (Conférence des Églises européennes)
M. BREZIGAR (Bureau européen pour les langues moins répandues)
M. Hans van MIERLO - Pays Bas (Gouvernement)
M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)
Cartons bleus: Tekin, Demetriou, Spini
M. Filadelfio BASILE - Italie (Parlement)